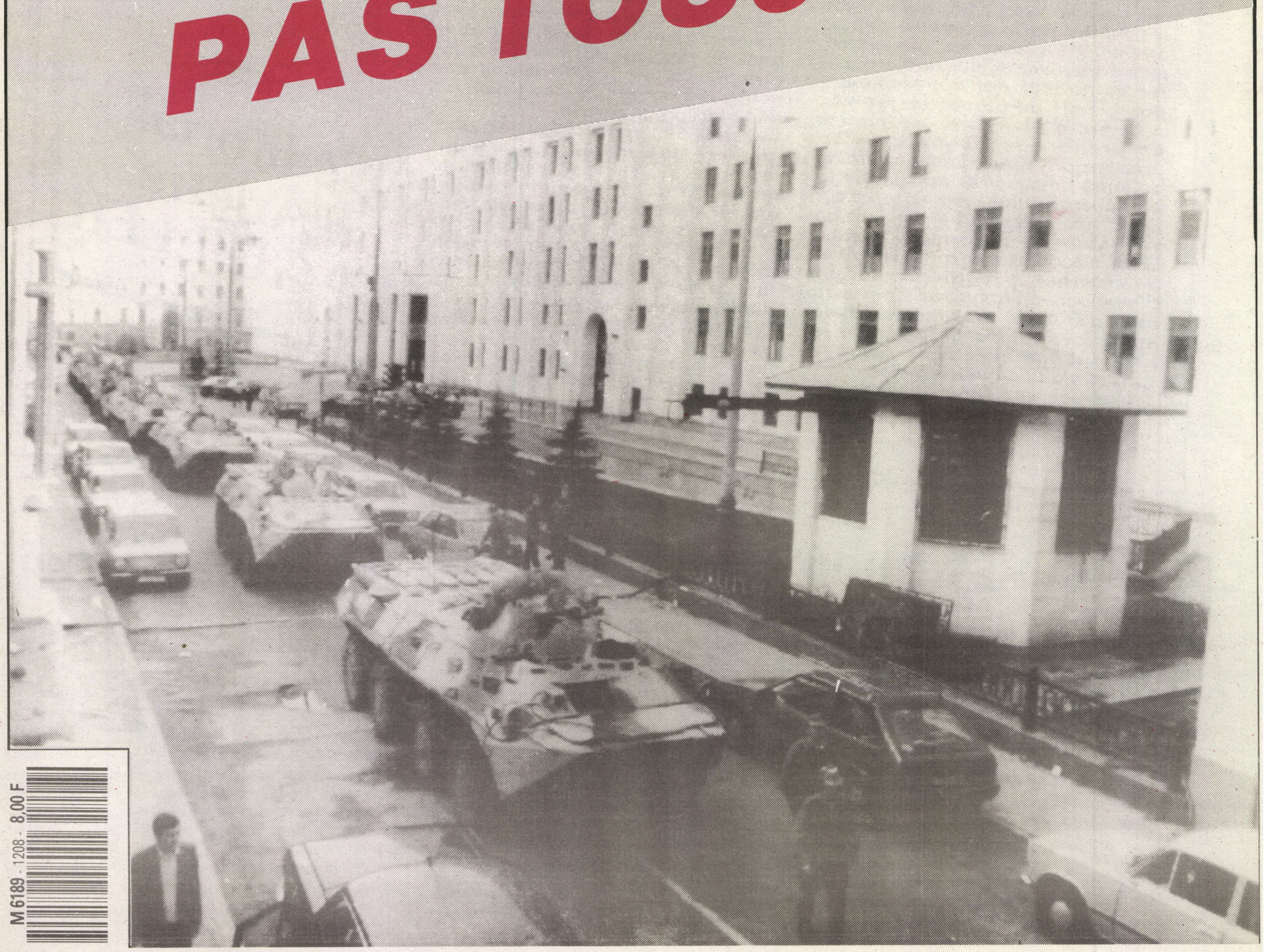
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 208 - 23 août 1991 - prix : 8 F

URSS

LES COUPS D'ETAT NE REUSSISSENT PAS TOUJOURS



M 6189 - 1208 - 8,00 F

URSS

LES COUPS D'ÉTAT NE RÉUSSISSENT PAS TOUJOURS

Le coup d'Etat des putschistes de Moscou aura donc, semble-t-il, échoué trois jours après avoir été tenté. Et même de façon assez ridicule.

Pour ses instigateurs, selon leurs déclarations, le problème posé semblait être celui de s'opposer à une évolution politique marquée par une désagrégation croissante du pouvoir, au fil de la désintégration de l'URSS en régions et républiques se voulant toutes plus ou moins indépendantes. Le fait est que ce coup d'Etat a été accompli à la veille de la date prévue pour la signature du Traité sur l'Union qui entérinait un certain éclatement de l'URSS, auquel paraissait se résigner Gorbatchev mais apparemment pas tous les sommets de la bureaucratie.

Pour s'opposer à cela, Ianaev et son équipe ont tenté de s'appuyer sur l'armée et le KGB, qui ont été les piliers de la dictature depuis Staline. Mais, avec leur puissance, leur armement et leur nombre, ces forces ne leur ont apparemment pas permis de garder le pouvoir.

Ils ont d'abord été incapables de prendre le risque de s'en prendre physiquement à certains de leurs adversaires au sein de la bureaucratie, laissant en particulier Eltsine et les gorbatchéviens en vue, libres de leurs mouvements, libres de s'adresser à l'Occident et de chercher à regrouper autour d'eux une certaine résistance au coup d'Etat. Ils ont sans doute été aussi incapables de prendre le risque d'une éventuelle épreuve de force, d'une guerre civile.

L'armée sur laquelle ils pensaient s'appuyer est certes en théorie une puissance considérable, avec ses quatre millions de membres, auxquels il convient d'ajouter un demi-million d'hommes des troupes intérieures (essentiellement du KGB). Mais précisément, du fait même de son nombre, cette force n'a pas été très fiable pour ceux qui voulaient instaurer au niveau de l'Union un pouvoir dictatorial. Car l'armée et même le KGB ont d'ores et déjà des pôles d'autorité (les gouvernements des républiques et les chefs militaires qui leur sont liés) auxquels ils peuvent obéir en toute légitimité contre les décisions des nouveaux dirigeants de l'Union ou de l'état-major central.

Dans les républiques les plus gagnées aux thèses indépendantistes, les désertions, les refus de déférer à la conscription avaient atteint depuis des mois une ampleur telle que le haut état-major s'en était alarmé ouvertement. Ailleurs, les jeunes ont obtenu parfois de ne servir que dans leur république s'ils le souhaitent.

Et puis, les deux millions et demi de conscrits ont les mêmes opinions et préoccupations que le reste de la population. Et rien ne prouve qu'ils auraient été prêts à tirer contre des gens avec lesquels certains vibrent à l'unisson, si la population en était venue à se battre. Les officiers d'ailleurs n'étaient sans doute pas tous prêts à leur en donner l'ordre, car ces officiers sont bien souvent encore plus proches des milieux dirigeants des républiques que la troupe.

En tout cas, Eltsine sort indiscutablement renforcé de l'affaire et l'avenir nous dira si Gorbatchev, de son côté, retrouve un crédit de vainqueur, ou connaît les malheurs du vaincu.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LES HOMMES DU "COMITÉ POUR L'ÉTAT D'URGENCE"

Les hommes de l'équipe qui a tenté le coup d'Etat qui vient d'avorter sont tous de hauts dignitaires de la bureaucratie, qui occupaient jusqu'à ces jours-ci des places en vue au gouvernement et à la tête des principaux corps de l'Etat, notamment des corps chargés de la répression - armée, KGB et Intérieur.

A en croire leurs déclarations, ils ne s'opposaient pas à la politique économique de Gorbatchev.

Ils se disaient pour un retour au "marché", pour la privatisation de toute une partie de l'économie. Bref, ils étaient pour la "perestroïka"... mais dans l'ordre. Et, s'ils la critiquaient c'est parce qu'elle avait favorisé le désordre dans le pays et provoqué l'éclatement de l'Union Soviétique. Une accusation qui n'a pas le mérite de la nouveauté : cela faisait des années que certains parrains de la "perestroïka" avaient émis de telles critiques, le plus connu d'entre eux ayant été Ligatchev, le n°2 du régime durant les premières années de l'ère Gorbatchev. Récemment - en décembre 1990 - on avait entendu 3000 dirigeants des plus grandes entreprises du pays, et notamment des dirigeants de ce fameux complexe militaro-industriel fort représenté au Comité pour l'état d'urgence, exiger de Gorbatchev qu'il remette de l'ordre dans l'économie et le pays.

Si les hommes de la junte actuelle, dans leur première résolution disaient vouloir *"prendre des mesures susceptibles (...) de rétablir la discipline dans toutes les sphères sociales (...), de faire respecter strictement les plans de production, de livraisons des matières premières, de matériaux et de composants (...), de lutter énergiquement contre l'économie parallèle (...)"*, en même temps, ils semblaient être très prudents envers certaines couches sociales qui poussent vers le "marché", vers le rétablissement du capitalisme. En tout cas ils ne semblaient pas décidés à les attaquer de front.

Ils ont affirmé dans un de leurs communiqués que *"le principe de la primauté de la Constitution et des lois de l'URSS a été désormais rétabli pour toujours sur l'ensemble du territoire de l'URSS"*.

C'était évidemment prendre leurs voeux pour la réalité, mais cela indiquait bien leur intention de s'opposer à l'éclatement de l'URSS et au développement des droits des républiques.

Ils pensaient sans doute qu'ils sauraient mieux que Gorbatchev s'opposer à cette dislocation. Mais apparemment c'est la dislocation rapide de leurs propres appuis qui a sonné le glas de leur tentative.

Pierre LAFFITTE

LE COUP D'ÉTAT ET LES PRÉTENDUS DÉMOCRATES

(AFP)

Eltsine

Cela fait des mois que, dans la presse et les discours, était agité le spectre d'un coup d'Etat. Chevardnadze, un gorbatchévien de premier plan, avait, en décembre dernier, présenté sa démission du poste de ministre des Affaires étrangères, comme une protestation par avance contre un tel risque.

Mais si, dans le camp des partisans de Gorbatchev et de ceux d'Eltsine, réconciliés depuis peu et qui se présentaient comme des "démocrates" opposés aux putschistes, tel Sobtchak, le maire de Leningrad, on a dénoncé ce "crime" qu'était la destitution de Gorbatchev, on ne doit pas oublier qu'en février dernier, Eltsine réclamait à cors et à cris le départ de Gorbatchev. Et surtout, qu'il y a quelques mois encore, ces mêmes prétendus "démocrates" rivalisaient avec leurs opposants politiques "conservateurs" au sein de la bureaucratie dans les appels à l'instauration d'un pouvoir "fort". Fin 1990, début 1991, la presse dite "démocrate" n'était pas la dernière à vanter les "mérites" du Chili de Pinochet ou ceux du régime sud-coréen, les donnant en exemples d'un régime correspondant à leurs voeux.

En effet, malgré les oppositions multiples, variées - et souvent violentes - de clans, d'intérêts politiques ou personnels, au sein des diverses couches de la bureaucratie, oppositions qui s'étaient concrétisées sous la forme d'un éclatement du régime du parti unique et d'une dislocation du pouvoir d'Etat en de multiples féodalités locales, il y a l'affirmation commune, quoique avec des nuances, de la majorité sinon de la totalité des courants s'exprimant au sommet de la bureaucratie de la nécessité d'un retour au marché capitaliste. Mais, ni les uns ni les autres, qu'ils se disent "démocrates" ou non, n'osaient réellement penser voire dire que cette restauration capitaliste puisse se faire de façon pacifique, sans l'aide d'un pouvoir musclé, sinon dictatorial. On en a eu une illustration presque caricaturale lors de la récente élection du président de la Fédération de Russie. Sur la demi-douzaine de candidats, tous étaient des officiers supérieurs ou avaient tenu à prendre un général ou un colonel comme candidat à la vice-présidence - Eltsine, comme les autres.

Et si Gorbatchev s'était (plusieurs fois) fait voter les pleins pouvoirs, avec le peu d'efficacité que l'on sait, si certains des dirigeants du comité pour l'état d'urgence après avoir, en juin dernier, tenté - en vain - de se faire voter les pleins pouvoirs ont finalement préféré essayer de les obtenir en s'appuyant sur des tanks, il ne faut pas oublier qu'Eltsine, à peine élu président de la Russie - comme la plupart d'ailleurs des dirigeants des autres républiques - n'avait rien eu de plus pressé que de se faire investir par le parlement russe des pleins pouvoirs. Et il n'avait pas eu besoin, comme les chefs du Comité pour l'état d'urgence, de s'abriter derrière les baïonnettes pour interdire les partis : c'est "démocratiquement" qu'il avait décidé que tous les partis n'auraient plus le droit d'exercer leur activité dans les entreprises et les usines.

P.L.

A titre d'information pour nos lecteurs, nous publions ci-dessous l'éditorial des bulletins d'entreprise LUTTE OUVRIERE, écrit le lundi 19 août, dans la journée même du coup d'Etat à Moscou.

ÉPREUVE DE FORCE EN UNION SOVIÉTIQUE

L'avenir dira si le renversement de Gorbatchev n'est qu'une tentative avortée de coup d'Etat, ou si les putschistes seront capables de prendre réellement et surtout de garder le pouvoir. Ce dont on peut-être certain par contre, c'est que ses auteurs, responsables de l'armée et du KGB, ne sont pas spécialement des démocrates. Leur tentative révèle ce qu'il y a habituellement de moins visible dans tous les appareils d'Etat que ce soit en URSS ou en Occident : l'existence d'une force pure, la force armée, dans l'ombre des politiciens, mais qui n'hésite pas à intervenir par elle-même en certaines circonstances.

En URSS, les putschistes représentent des gens qui craignent d'être écartés du pouvoir, ou du moins de voir leur puissance, et leur place dans la société se réduire à cause de l'évolution actuelle au profit d'autres hommes et d'autres forces politiques.

A en croire leurs premières déclarations, ils seraient intervenus pour sauver l'URSS affaiblie et menacée de démantèlement par trop de forces centrifuges. Ils tentent de neutraliser une éventuelle opposition populaire en annonçant une baisse des prix.

Mais les tanks sont rarement capables de faire baisser les prix, ou de créer l'abondance là où il y a la disette.

Il est bien difficile de prévoir l'avenir de ces gens-là, comme celui de l'URSS mais une chose est sûre : ils ne représentent pas les intérêts de la classe ouvrière et de la population laborieuse de l'URSS.

Ce qu'on peut dire, par contre, c'est qu'un changement de cap politique en URSS n'aura pas de conséquences pour les ex-satellites de l'URSS en Europe centrale. L'histoire ne se déroulera pas là-bas en arrière, et ces pays ne réintègreront pas le giron de l'URSS qui n'a plus d'emprise sur la Pologne, la Hongrie ou l'Allemagne de l'Est. L'armée soviétique n'y peut plus rien, et encore moins le KGB, qui, à supposer que le coup d'Etat réussisse, auront bien trop à faire en URSS même.

Quant aux rapports Est-Ouest, là aussi il est peu probable qu'ils en soient réellement affectés. L'Union soviétique n'était pas responsable de la guerre froide qui n'était que le résultat de la politique d'isolement de l'URSS par les Etats-Unis. Sans Gorbatchev, l'URSS ne sera pas plus capable d'aider Cuba, la Corée du Nord... où l'Irak de Saddam Hussein, qu'elle ne l'était avec lui au pouvoir.

Et si les Bourses mondiales se sont affolées à l'annonce du coup d'Etat, c'est qu'en ces temps de spéculation financière où le cours des actions est très surévalué, elles s'affolent de tout et de rien.

Par contre, l'instauration d'un régime militaire et policier en URSS pèserait pleinement sur les travailleurs soviétiques qui pourraient être à nouveau muselés pour des années. Et cela nous concerne tous car ce qui leur arrive fait partie de l'avenir des travailleurs du monde.

Mais, si la crise ne se résout pas facilement et entraîne une longue période d'instabilité politique, les travailleurs soviétiques pourraient se saisir de l'occasion pour intervenir dans l'épreuve de force actuelle, en s'opposant à leur propre compte au coup d'Etat, à la condition de ne pas se mettre à la remorque de gens comme Eltsine, qui est tout autant un adversaire des classes laborieuses que les militaires et les hommes du KGB.

Cette éventualité n'est malheureusement pas la plus probable, parce que depuis le début de la perestroïka, on n'a pas vu les travailleurs profiter des mesures de libéralisation politique pour créer leurs propres organisations politiques, et il n'est jamais facile d'improviser.

Cela dit, l'expérience politique s'acquiert parfois vite dans les crises et nous ne pouvons qu'espérer que la classe ouvrière soviétique nous surprenne, une fois de plus, à soixante-quinze ans d'intervalle.

LA CARRIERE DE GORBATCHEV

Parvenu au pouvoir à la mort de Tchernenko, en mars 1985, Gorbatchev est un pur produit de la bureaucratie soviétique, dont il a gravi un à un les échelons pour finalement accéder à la tête de l'Etat.

Sa politique et même ses discours n'eurent, au début, absolument rien de radical, ni même de nouveau, car pendant au moins un an il emboîta le pas à ses prédécesseurs brejnéviens. En fait, l'évolution du langage, et davantage encore des actes de Gorbatchev, portait la marque d'une grande prudence. Les premiers changements réels impulsés par le nouveau secrétaire général touchaient à la liberté de parole, peu à peu accordée aux médias, qui allait finalement gagner l'ensemble de la société soviétique. C'était la "glasnost", le droit de s'exprimer. Limitée au départ aux sphères dirigeantes, cette liberté s'étendit rapidement. Les aspirations et les contradictions étouffées sous la dictature apparurent au grand jour, mais ce furent surtout les aspirations des couches privilégiées qui s'exprimèrent.

Pendant ce temps, les gestes les plus marquants de Gorbatchev touchaient au renouvellement des cadres du parti et de l'Etat. Gorbatchev, à l'instar de tous ses prédécesseurs (du moins ceux qui en avaient eu le temps), remplaçait les hommes en place par les siens.

Ce n'est qu'en juin 1987 que les premières velléités de réformes économiques furent envisagées. A l'époque, il n'était question que de remédier aux déficiences chroniques de la planification bureaucratique. Mais, peu à peu, une fraction de la bureaucratie, qui trouva entre autres un porte-parole en la personne de Boris Eltsine, se mit à parler de plus en plus ouvertement d'un retour au "marché". Gorbatchev se fit l'écho de cet objectif. Mais les crises sociales et politiques auxquelles il se heurta firent que si le discours évoluait, les actes, eux, avaient bien du mal à suivre.

D'un autre côté, le problème des nationalités se posa de manière de plus en plus aiguë. Fin 1986 éclatèrent des émeutes nationalistes au Kazakhstan. Peu après, le Caucase s'enflamma. Ce sera ensuite le tour de l'Asie centrale et des pays Baltes, et finalement de presque toutes les régions y compris en Russie. Face aux mouvements nationalistes, Gorbatchev naviguait à vue, soufflant tantôt le chaud, tantôt le froid, alternant concessions et reprises en main par l'armée.

Jonglant avec des forces de moins en moins contrôlables, Gorbatchev et, de façon plus générale, l'Etat central actuel de l'Union Soviétique perdirent chaque jour davantage la maîtrise de la situation. Les quelques mesures économiques effectives ont eu pour résultat d'encourager le parasitisme aux dépens de l'économie d'Etat, pour le plus grand profit d'une minorité de spéculateurs, mais au détriment de la majorité de la population.

Là aussi, les plans ont succédé aux contre-plans. On parla de rétablir le capitalisme en 500 jours (octobre 1990), puis on enterra aussitôt le projet. Gorbatchev s'appuya tantôt sur ceux qui disaient qu'on ne va pas assez vite, tantôt sur ceux qui trouvaient l'évolution trop rapide, voire néfaste.

Dans le chaos grandissant, une chose saute aux yeux : plus Gorbatchev a concentré légalement de pouvoirs entre ses mains, moins l'autorité de l'Etat a été respectée. L'Union se décompose toujours davantage en cliques rivales, nationales ou non, qui escomptent tirer le maximum de profit des événements en cours. Gorbatchev, au lieu d'être l'arbitre qu'il espérait devenir, aura toujours été un équilibriste en position instable, de plus en plus instable... jusqu'à la chute - temporaire. Mais une chute dans le filet. Car, les putschistes perdant la partie, son retour -si retour il devait se confirmer - pourrait voir son autorité renforcée...

Jean RAYNARD

(ARC)

(AFP)

La Une de l'hebdomadaire Ogonyok en mars 1991. L'ensemble des Républiques soviétiques figuré comme une grenade prête à exploser... De l'union à la fragmentation ?

LE TRAITÉ DE L'UNION

Une des raisons qui auraient conduit les "conservateurs" à tenter d'écarter Gorbatchev aurait été la signature du nouveau traité de l'Union prévue pour le mardi 20 août. Ce traité aurait reconnu la souveraineté des républiques dans de nombreux domaines et réduit les prérogatives du pouvoir central.

Dès le début de la perestroïka, des revendications nationalistes ont commencé à s'exprimer, puis des explosions ont secoué toute la périphérie de l'URSS. Dans les quinze républiques, des bureaucrates locaux, voyant dans les aspirations nationales de la population un moyen de s'affranchir de la tutelle moscovite, ont proclamé leur souveraineté. Ils ont refusé de verser leur quote-part au budget fédéral, gardant leurs impôts pour eux. Ils ont refusé de respecter le plan, préférant, comme les autorités tatares par exemple, vendre leur pétrole à la Pologne tandis que les usines des régions voisines manquaient d'énergie. Ils ont refusé d'envoyer les jeunes faire leur service militaire dans l'armée fédérale et ont créé des milices nationales armées.

Bref, la désintégration de l'Union, fruit de l'affaiblissement politique, a aggravé l'anarchie économique.

A cette situation, le pouvoir a répondu par un mélange de promesses et de répression. Pendant que le premier projet de traité de l'Union était en discussion en janvier, l'armée soviétique faisait des morts dans les pays Baltes qui revendiquaient l'indépendance.

Par son référendum sur le maintien de l'Union, le 17 mars 1991, Gorbatchev a cherché à conforter sa position. Les résultats lui ont été plutôt favorables bien que six républiques sur quinze (celles qui avaient proclamé leur indépendance) aient refusé d'organiser le scrutin.

Mais après ce relatif succès, le triomphe d'Eltsine, élu président de la Russie, la plus peuplée des républiques, au suffrage universel le 12 juin 1991, a affaibli à nouveau Gorbatchev. Ce succès électoral a valu à Eltsine une quasi-reconnaissance internationale, une invitation aux Etats-Unis...

Quand, en juillet, Gorbatchev a déposé le nouveau projet de l'Union, Eltsine s'est déclaré prêt à signer ; neuf républiques sur quinze ont manifesté leur accord.

Le projet est en fait une officialisation de la réalité. Il ne règle même pas le problème crucial de l'impôt fédéral, le texte stipulant simplement que l'Union reçoit un impôt *"dans des pourcentages fixés en concertation avec les Républiques"*.

Et Eltsine n'avait pas attendu la signature du traité pour déclarer que gaz et pétrole allaient passer sous juridiction russe et qu'il allait exempter les producteurs de pétrole de **Tioumen, en Sibérie, du versement de 40% de leurs gains en devises à l'Union.**

Le gouvernement de l'URSS et le président du Parlement soviétique, Anatoli Loukianov, avaient critiqué ce projet comme ne définissant pas clairement *"un espace économique unique, un système bancaire unique et la protection des propriétés de l'Etat nécessaire à son fonctionnement normal"*.

Ce serait, selon eux, en réaction à la désintégration du pouvoir central et à l'anarchie économique que les "conservateurs" auraient renversé Gorbatchev.

L'avenir dira si leur tentative et ses suites aboutiront à arrêter ce processus ou auront au contraire, pour résultat de l'aggraver.

Anna MATA

Renvoi des réfugiés albanais d'Italie

LES DAMNÉS DE L'EUROPE

(AFP)

Drôle d'accueil pour les réfugiés albanais !

Le gouvernement italien a fini, au cours du week-end dernier, par renvoyer tous les Albanais qui étaient arrivés à Bari ou à Brindisi il y a deux semaines.

Ceux-ci, au nombre de douze mille, espéraient tenter leur chance en Italie, et ils viennent de payer chèrement leur rêve. La plupart d'entre eux avaient été parqués dans le stade de Bari, entourés par des carabiniers, l'arme et la matraque au poing. Les conditions d'hygiène et même d'existence y étaient insupportables : sous la chaleur accablante, les réfugiés n'ont reçu de l'eau et du pain qu'après que nombre d'entre eux se soient évanouis par suite de déshydratation. Poux, rats, cas de gale... Voilà l'accueil que les autorités italiennes leur ont réservé, avec en prime un révoltant mépris.

Mais si l'assistance aux réfugiés a été insignifiante, par contre les moyens n'ont pas manqué quand il s'est agi de rapatrier ceux d'entre eux qui "acceptaient", bien contraints, de rentrer au pays: pont aérien de plusieurs dizaines d'avions, bateaux privés réquisitionnés, et même "cadeaux" d'incitation au départ (comme par exemple un T-shirt, un jean et deux paquets de cigarettes !).

Tous les moyens ont été bons pour se débarrasser de ces milliers d'hommes et de femmes qui continuaient de s'accrocher désespérement à cette terre d'exil qui ne voulait pas d'eux. Partout ce furent des scènes de tension et des affrontements. Ceux qui partaient furent malmenés, fouillés, dévalisés par les forces de l'ordre qui confisquaient le moindre objet susceptible de servir d'arme dans le voyage. Quant à ceux que la presse a nommés les "irréductibles", on utilisa contre eux tour à tour la violence et la ruse.

On les transporta par exemple vers Milan ou Turin en leur disant que leur situation y serait examinée; on leur fit miroiter la possibilité de gagner de là l'Espagne, le Portugal et les Pays-Bas. Quelques centaines de militaires albanais déserteurs se sont vu promettre l'asile politique. Mais tout cela n'était fait que pour disperser les récalcitrants dans tous le pays, afin de mieux les expulser ensuite, au cours du week-end, en les dirigeant, à raison d'un carabinier par réfugié, sur les aéroports... direction Tirana !

Le gouvernement italien n'est d'ailleurs pas le pire, à côté des autres pays européens qui n'ont pas donné un franc, une livre ou un mark pour les réfugiés albanais. Et si, en France, il n'y a pas eu encore d'épisode aussi dramatique et honteux, c'est simplement sans doute parce que l'Albanie, le pays le plus pauvre d'Europe, est plus près de l'Italie que de la France. Mais tous les gouvernements européens étaient bien solidaires et bien complices des autorités italiennes dans cette affaire. Il y a encore peu de temps, les bourgeois d'Europe occidentale et leurs hommes politiques saluaient la chute des dictatures des pays d'Europe centrale et balkanique, et l'ouverture de leurs frontières. Mais aujourd'hui, ils reprochent aux gouvernements de ces mêmes pays de ne pas fermer ces mêmes frontières. Des frontières que le mur de l'argent et de l'égoïsme national a bien vite remplacées. C'est la démonstration que tenait à faire le gouvernement italien - et par là même l'ensemble des gouvernements européens - , l'avertissement qu'ils tenaient à donner à tous les pauvres d'Europe et d'ailleurs, attirés par les mirages des pays riches.

Michel Bondelet

Lutte de Classe été 1991 n° 40

France : Le vieux piège du "nouveau langage", le manifeste des "réformateurs".

Afrique : Le multipartisme n'est pas la fin des dictatures.

Union Soviétique : Pendant que les chefs politiques préparent le rétablissement du capitalisme, la bureaucratie pille et ruine l'économie.

Grande-Bretagne : La politique anti-ouvrière du Parti Travailliste.

Guadeloupe : Le projet de statut du GRS : une adresse aux travailleurs ou aux notables ? Le point de vue de Combat Ouvrier.

Envoi contre 12 F en timbres.

République dominicaine

LES OUVRIERS AGRICOLES HAITIENS SONT PRIS POUR DES BOUCS EMISSAIRES

La terreur s'est abattue cet été sur les ouvriers agricoles haïtiens en République dominicaine. Haïti et la République dominicaine se partagent la même île des Caraïbes. Il se trouve qu'en République dominicaine la misère est un tout petit peu moins aiguë qu'en Haïti. Et c'est pourquoi des immigrés haïtiens viennent travailler dans les plantations de sucre dominicaines, malgré les conditions de quasi-esclavage qui y règnent.

Régulièrement, et cet été encore une fois, les gouvernants de la République dominicaine utilisent l'arme de la xénophobie en faisant croire à leur population que les problèmes du pays sont dus aux immigrés haïtiens. En moins de deux mois, 5 300 Haïtiens ont été expulsés de République dominicaine et 20 000 ont fui de leur propre chef, craignant les rafles.

L'armée dominicaine fait la chasse au faciès et arrête ceux qui ont la peau un peu trop sombre (les Haïtiens sont en général plus noirs que les Dominicains). Au point que deux Dominicaines ont failli être expulsées de leur propre pays car elles étaient noires. Il arrive aussi que les militaires déchirent les papiers d'identité des Haïtiens arrêtés, ce qui permet de "prouver" par la suite qu'ils étaient en situation illégale.

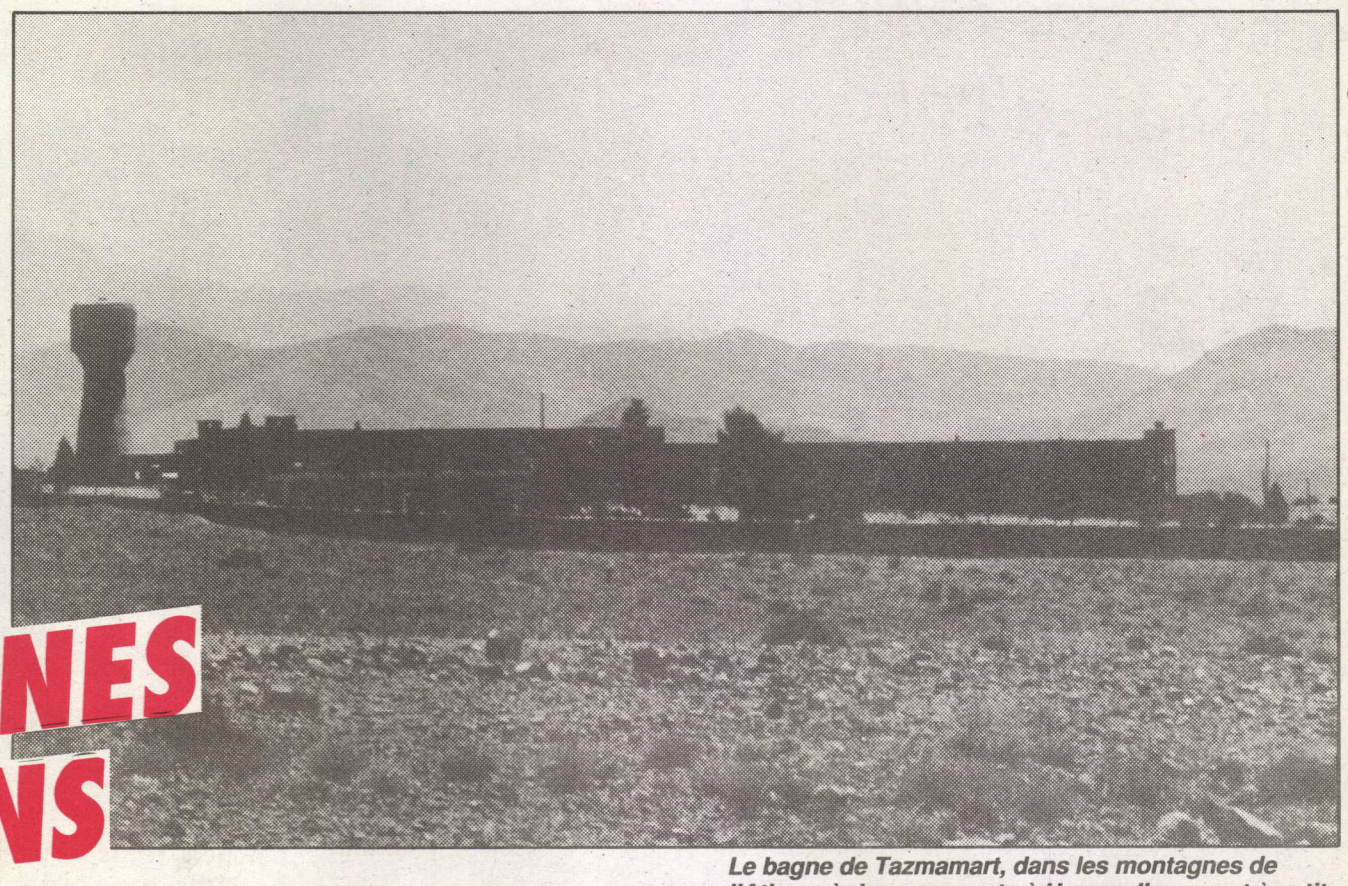
De nombreux Haïtiens déportés se plaignent d'avoir été dépouillés en même temps que chassés. Ils ont été embarqués dans des bus avec leurs vêtements comme seul bagage. Un membre d'une organisation des droits de l'homme précise qu'au nord de la capitale, le responsable d'une plantation a interdit aux Haïtiens de vendre leurs biens (avant d'être expulsés) en prétextant que, *"comme ils étaient arrivés sans rien, il devaient repartir sans rien."* Les seuls biens qu'ils possédaient étaient quelques meubles achetés après des années de labeur à la plantation.

Et pourtant, il est certains immigrés haïtiens que le gouvernement dominicain n'a pas importunés jusque-là : les anciens duvaliéristes qui ont fui leur pays lors de la chute du dictateur en 1986.

Lucien DETROIT

Maroc

QUELQUES PRISONNIERS POLITIQUES LIBÉRÉS MAIS LES BAGNES RESTENT PLEINS



Paradis - Gamma

Le bagne de Tazmamart, dans les montagnes de l'Atlas, où des opposants à Hassan II meurent à petit feu.

En libérant, jeudi 15 août, quarante prisonniers politiques marocains, Hassan II a tenté une opération publicitaire vis-à-vis de l'opinion mondiale, à un moment où les crimes de son régime et le sort qu'il réserve à ses opposants sont de plus en plus fréquemment dénoncés hors du Maroc par des associations de défense des droits de l'homme et par diverses personnalités. Parallèlement, le roi du Maroc a annoncé la libération de 269 prisonniers originaires du Sahara occidental, accusés d'espionnage au profit du Front Polisario , mesure qui vient à point nommé, au moment où l'ONU envisage de préparer l'organisation d'un référendum pour consulter les populations de ce même Sahara occidental, sous domination espagnole jusqu'en 1976 et sur lequel le Maroc prétend asseoir sa mainmise, se heurtant pour cela aux indépendantistes du Front Polisario.

D'après Hassan II, cette généreuse mesure de grâce devrait avoir vidé les prisons du régime. Les seuls détenus politiques encore en prison seraient, si on l'en croit, quelques irréductibles qui n'auraient pas accepté de reconnaître la «marocanité» du Sahara occidental et qui n'auraient pas *«sollicité du souverain de les entourer de sa généreuse bienfaisance»*.

C'est là une version des faits qui paraît bien loin de la réalité. Non seulement parce que les détenus libérés affirment que la complaisance vis-à-vis d'Hassan II que celui-ci leur prête ne correspond pas à la réalité, mais surtout parce que ceux qui continuent de peupler les prisons du royaume sont bien plus nombreux que ne l'avoue Hassan II.

Les organisations de défense des droits de l'homme évaluent à 788 le nombre d'opposants, de militants syndicalistes, de personnes arrêtées lors de manifestations ou des émeutes des dernières années qui, comme Abraham Serfaty détenu depuis 1977, se trouvent encore dans des prisons, dans des bagnes. Mais qu'importe, Hassan II n'en est pas à une contre-vérité près, lui qui malgré les preuves, les témoignages, n'hésite pas à nier l'existence même de tels bagnes.

Il faut dire que, même si aujourd'hui certains gouvernements et l'ONU font mine de s'intéresser au sort des prisonniers politiques de ce régime, Hassan II n'a pas pour autant fini de bénéficier de l'indulgence des dirigeants de l'impérialisme, Mitterrand au premier rang, qui, grands moralisateurs et donneurs de leçons en matière de droits de l'homme, n'y regarderont pas de trop près, cette fois comme les autres, et se satisferont des simulacres de leur comparse marocain, si rien ne vient déranger leurs cyniques calculs et leurs fructueuses affaires.

Lucien DETROIT

AU ROYAUME DES BONNES AFFAIRES

«Qui possède le Maroc ?». C'est à cette question que répond un article du *Monde Diplomatique* du mois d'août 1991, dont le rédacteur a tenu à garder l'anonymat – et l'on comprend pourquoi, puisque la personne visée n'est autre que le roi du Maroc.

Si l'on en croit cette personne, l'emprise d'Hassan II sur la vie économique marocaine touche tous les secteurs. Hassan II est en effet le principal propriétaire terrien, qui compte dans ses domaines les terres les plus riches, les mieux irriguées, celles qui produisent les meilleures denrées, qui se vendront à bon prix sur les marchés européens et qui font du roi le principal bénéficiaire des exportations agricoles du pays.

Mais la fortune royale provient aussi de toutes les autres branches d'activité, en particulier par l'intermédiaire du plus important groupe privé du pays, l'Omnium Nord-Africain (l'ONA), dont Hassan II est le principal actionnaire.

Il s'agit d'un groupement florissant et tentaculaire, fondé à l'origine avec l'aide de Paribas et qui, d'après le *Monde Diplomatique,* possède directement 43 sociétés au Maroc et en contrôle indirectement au moins 86 autres. On compte parmi celles-ci 6 sociétés minières, 2 de transport, 3 d'automobiles, 3 de textile, 2 de chimie, 6 de services, 3 laiteries, 3 sucreries, 3 huileries et, plus important sans doute encore, 2 sociétés d'assurances, 3 banques – et la liste est encore bien longue.

Dans ce pays où plus de 40 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, où 60 % des adultes sont analphabètes, où les classes populaires voient leur niveau de vie baisser au fil des années, les affaires du roi par contre se portent bien. Depuis 1988, l'ONA réalise des opérations financières plus fructueuses que jamais en liaison avec la BNP, Paribas et autres.

Les sacrifices imposés par le remboursement de la dette ? Les classes pauvres en connaissent les effets, pas le roi !

On voit qu'Hassan II a de très concrètes raisons de s'accrocher au pouvoir depuis 30 ans. Mais on comprend aussi les raisons économiques très précises du soutien du gouvernement français à Hassan II, porte-parole des intérêts des sociétés françaises là-bas : à côté de Paribas, on trouve en effet, associés au trust d'Hassan II, entre autres : les AGF, Peugeot et le Club Mediterranée. Inversement, l'Omnium d'Hassan II a des ramifications dans les sociétés Havas, Diners' Club ou la BNP.

En bref, la France est au premier rang des clients, fournisseurs et investisseurs étrangers au Maroc.

Tout cela ne vaut-il pas quelque compréhension pour «notre ami le roi» et la récente tentative pour neutraliser un opposant un peu trop bavard ?

G. L.

L'OR DU PÉROU

Le Pérou est le pays de l'or. C'est bien connu. On connaît moins les conditions d'extraction du précieux métal. La découverte de charniers de cadavres d'enfants, torturés, tués par balle ou noyés, a révélé les conditions dans lesquelles des enfants des régions les plus pauvres du pays sont vendus par des trafiquants aux propriétaires des concessions aurifères où ils sont exploités comme des esclaves et abattus en cas de fuite.

«Le capital naît dégouttant de sang et de boue» écrivait Marx à propos du pillage de l'or d'Amérique par les premiers colonisateurs. Cela a-t-il tellement changé aujourd'hui ?

De guerre larvée en compromis de principe

LES PETITS JEUX SANGLANTS DU NATIONALISME

Depuis le 25 juin, c'est-à-dire depuis que l'épreuve de force a été ouvertement déclenchée en Yougoslavie par les déclarations d'indépendance des Républiques de Slovénie et de Croatie, les affrontements meurtriers n'y ont pratiquement pas cessé. Après la Slovénie, ils ensanglantent la Croatie, où le cessez-le-feu signé le 7 août a été violé tous les jours depuis lors. Des heurts importants ont de nouveau eu lieu au cours du week-end des 17-18 août, et des combats duraient encore dans l'ouest de la Slavonie le matin du mardi 20.

Pourtant, on apprenait mercredi 21 qu'un *«accord de principe»* entre la présidence (collégiale) de la Yougoslavie et les présidents des six Républiques, destiné à *«mettre un terme aux affrontements»*, venait d'intervenir, reconnaissant *«le droit à l'autodétermination de chaque peuple»*, et *«n'excluant pas»* des modifications de frontières.

Quel est l'avenir de cet accord, DE PRINCIPE, répétons-le, (peut-être conclu à la hâte, en liaison avec les événements en URSS), quel est le contenu qu'il recouvre exactement, vu la situation dominante qu'occupe la Serbie et à laquelle celle-ci n'est sans doute pas disposée à renoncer totalement... il est évidemment trop tôt pour le dire.

Il peut capoter rapidement, et la guerre civile larvée devenir une guerre tout court. Si ce n'est pas le cas, ce ne serait que l'ouverture de dures, et vraisemblablement longues, tractations, de marchandages serrés en particulier sur les frontières, sur le sort des forces armées fédérales, etc. – tout un processus à la faveur duquel bien des rebondissements sont possibles, et dont, en tous les cas, rien ne garantit qu'il évolue pacifiquement.

La population n'a rien à gagner aux affrontements nationalistes.

(AFP)

En intervenant en Slovénie, fin juin-début juillet, l'armée fédérale n'est pas parvenue à ses fins officielles : enrayer la sécession. Au contraire, ses problèmes et difficultés se sont vus au grand jour, ne serait-ce que parce qu'elle y a laissé quelque 2 000 prisonniers ou déserteurs. Et finalement, même si les belligérants ont dû accepter les accords de Brioni sous le patronage des émissaires de la CEE (8 juillet), si le pouvoir central de Belgrade a décidé le retrait de toutes les troupes fédérales de Slovénie (18 juillet), la situation n'y est pourtant pas stabilisée.

Les dirigeants slovènes n'ont accepté officiellement que de surseoir pendant quelques mois à leur décision ; et ils encaissent en tout cas le montant des douanes à leurs frontières, tout comme un Etat indépendant – ce qu'ils sont devenus, de fait, de plus en plus concrètement.

Et pendant ce temps, le conflit ouvert s'est déplacé en Croatie. L'armée fédérale qui, au niveau de la hiérarchie en tout cas, se confond largement avec l'Etat de la République serbe dominante, a entrepris une offensive pour prendre le contrôle militaire exclusif des enclaves serbes dans cette République (dans les régions de la Krajina, et aujourd'hui de la Slavonie). Les dirigeants de Belgrade jouent et s'appuient sur ces enclaves à population serbe. Leurs dirigeants, dès la déclaration formelle de l'indépendance croate le 25 juin, ont fait savoir qu'ils n'entendaient en aucune façon demeurer sous tutelle croate et choisissaient, en cas d'éclatement de la fédération, de se rattacher à la Serbie.

Si bien que la guerre dans ces territoires a tourné en une guerre serbo-croate, de village à village, une guerre qui, pour être une «micro-guerre», comme les micro-nationalismes qui en sont le drapeau, n'en a pas moins fait des dizaines et peut-être même des centaines de morts.

★★★

Les dirigeants nationalistes de la Serbie (dont la capitale, Belgrade, est aussi la capitale fédérale) se sont déguisés en défenseurs de l'unité yougoslave contre les nationalistes rivaux de Croatie et Slovénie qui, eux, se posent en défenseurs du droit des peuples. Et c'est au nom du maintien de cette unité supra-nationale qu'ils sont intervenus. Avec, dans les débuts, l'appui, en tout cas verbal, des grandes puissances occidentales.

On comprend que celles-ci ne voulaient pas spécialement d'une déstabilisation explosive de l'ensemble yougoslave, avec tous les risques qu'une telle déstabilisation peut engendrer, et non seulement en Yougoslavie mais aussi à une échelle encore plus grande que celle de ce simple pays. De tous les côtés, il y a des minorités nationales dont les Etats voisins peuvent tout à coup se montrer soucieux. Ceci dit, si les grandes puissances impérialistes sont d'abord apparues comme cherchant à décourager globalement toute remise en cause du statu quo, elles n'ont pas mis tous leurs œufs dans le même panier. On a vu les dirigeants allemands et autrichiens (et maintenant le pape) encourager, plus ou moins discrètement, plus ou moins concrètement, les séparatistes slovènes et croates.

Et dans la mesure où l'Etat fédéral yougoslave s'avère incapable de ramener l'ordre et la stabilité dans sa maison, dans la mesure où les nationalistes des Républiques sécessionnistes exercent parallèlement leur pression et tâchent de prouver que l'acceptation de leur indépendance serait le meilleur moyen pour prévenir le chaos total, l'impérialisme demeure prudent et peut jouer sur plusieurs tableaux.

Apparemment, les dirigeants serbes ont en tout cas fait leur deuil même de la fiction de l'unité de la fédération yougoslave existant jusque-là. Mais on a bien vu que leur réflexe a été d'interpréter dans le sens de leur propre nationalisme, le nationalisme grand-serbe, l'infléchissement des positions occidentales... et le rapport de force sur le terrain. En se proposant officiellement de *«rassembler tous les Serbes dans un même Etat»*, à la mi-août, le dirigeant Milosevic ne cachait même plus, sous le prétexte de l'unité, ses vues sur les territoires à population serbe inclus non seulement en Croatie, mais aussi en Bosnie-Herzégovine. Cet Etat de «tous les Serbes» impliquerait un nouveau redécoupage de la Bosnie-Herzégovine elle aussi. Car les Croates peuvent à leur tour y faire valoir leurs prétentions. Et, de leur côté, les dirigeants représentant les Musulmans (reconnus comme une nationalité, majoritaire dans cette République) envisagent un scénario avec référendum pour l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.

★★★

En ce qui concerne les affrontements meurtriers qui ont eu lieu, qui peuvent ne pas s'arrêter ou recommencer ici ou ailleurs, ce n'est pas la haine entre les peuples qu'il faut incriminer en premier lieu. Mis à part la Slovénie homogène, ces peuples sont enchevêtrés. Tels qui sont ici en situation dominante ou privilégiée, sont ailleurs en situation minoritaire. Dans une ville comme Sarajevo, pas une rue, pas un immeuble n'est occupé par des habitants d'une même nationalité. Le brassage des populations, au cours des quarante dernières années, a été une réalité. Les classes populaires sont avant tout en position d'être les victimes des affrontements nationalistes.

Et en tout cas, si haine il y a, elle est bien entretenue, sinon même suscitée, par les classes dirigeantes, les bourgeoisies locales. La presse rapporte comment les médias aux mains des différents pouvoirs locaux, en Serbie comme en Croatie, exhument les ressentiments du passé, excitent les désirs de vengeance des uns contre les autres et organisent toute une mise en condition belliqueuse, chacun ayant maintenant «ses» réfugiés et ses victimes d'atrocités.

Et, comme toujours là où il y a guerre et cadavres, on trouve des prêtres sur le devant de la scène. Le patriarche, chef de l'Eglise orthodoxe (religion majoritaire parmi les Serbes), a ainsi trouvé le moyen, le 10 août, d'organiser des funérailles pour «enterrer» les ossements de 600 Serbes tués en août... 1941 par des nationalistes croates !

Les différentes cliques bourgeoises qui se disputent les territoires de la Yougoslavie, chacune pour soi, mais avec des intérêts et des motivations de même nature, n'ont sans doute en vue qu'un sordide marchandage de pouvoir et des richesses qu'il peuvent en découler pour elles. Mais, pour ce marchandage, elles ont montré qu'elles pouvaient prendre le risque de précipiter les peuples dans un chaos sanglant.

La bourgeoisie impérialiste, elle, y retrouvera toujours ses petits et ses profits.

C. L.G.

Un soldat croate déchire une photo de Tito.

(AFP)

Madagascar

RATSIRAKA S'ACCROCHE AU POUVOIR

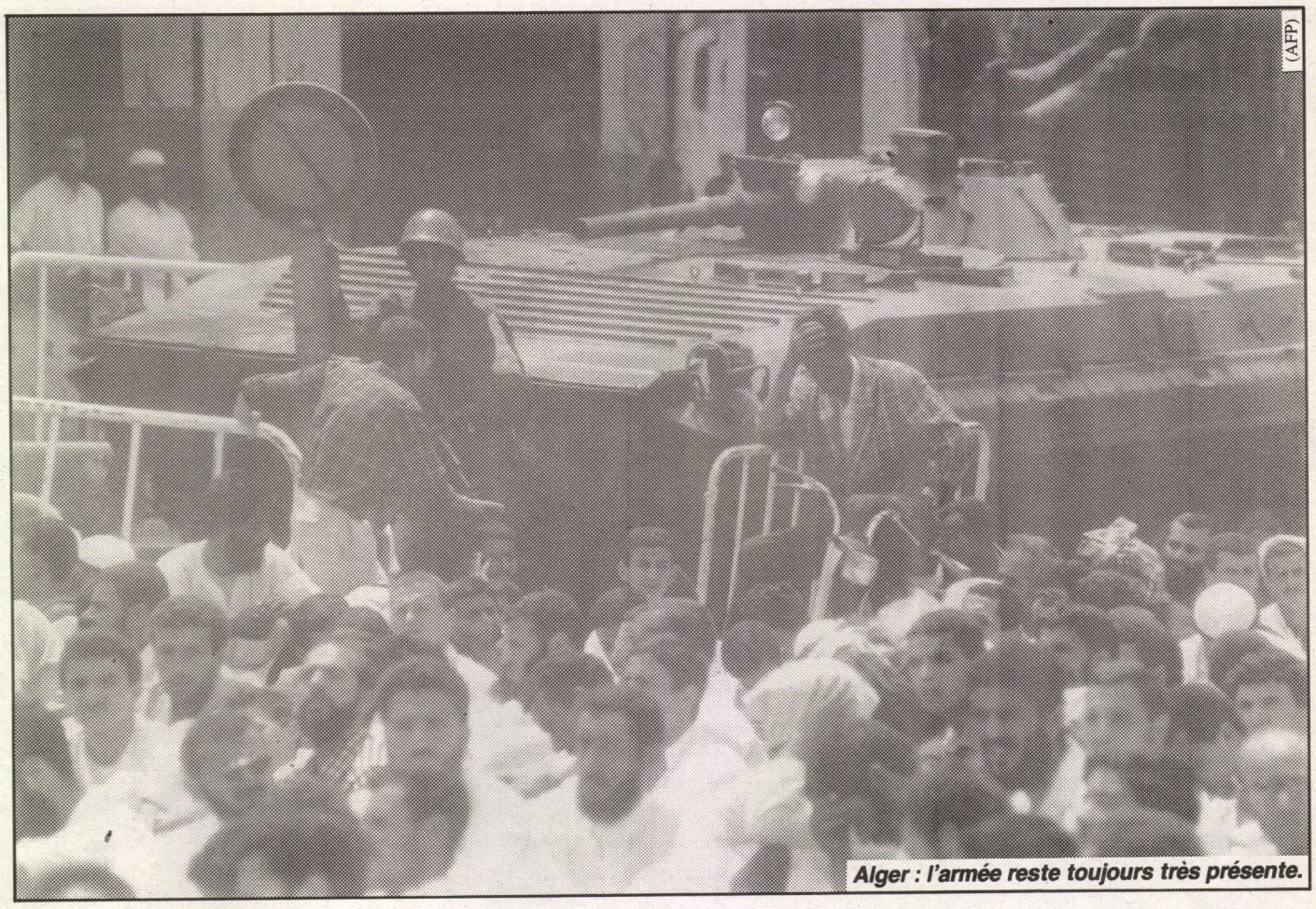
A Madagascar, le Comité Militaire pour le Développement créé par le président Ratsiraka vient de prendre la décision de prolonger de 15 jours l'état d'urgence. Cela fait maintenant plusieurs mois que cette île est le théâtre de vastes mobilisations conduites par une coalition de partis d'opposition qui affirment leur volonté de renverser pacifiquement la dictature, d'instaurer le multipartisme et de mettre en place des institutions parlementaires. Les manifestations succèdent aux journées de grève générale, la vie du pays est totalement paralysée, et l'on pouvait penser que les affrontements tragiques qui ont marqué la «Marche de la Liberté» du samedi 10 août allaient précipiter le dénouement de cette crise.

Ce samedi 10 août, c'était une fois de plus des centaines de milliers de manifestants qui s'étaient rassemblés à Antananarivo, la capitale, à l'appel de l'opposition, pour se diriger ensuite vers le palais présidentiel situé à 17 kilomètres. Si l'on en croit la presse, l'atmosphère était bon enfant, on était venu en famille et rien ne laissait prévoir que cette fois le dictateur allait décider de réprimer la manifestation et que ses groupes armés allaient ouvrir le feu sur les manifestants, les poursuivant dans les rizières tandis que des commandos se livraient à des exécutions. Le bilan avoisinerait les 200 morts. Devant cette violence gouvernementale les partis d'opposition ont bien sûr réagi. Ils ont proclamé la «destitution» de Ratsiraka et la «suspension des institutions», ils ont organisé des manifestations de protestations, mais leurs actions – qu'ils veulent d'ailleurs toujours pacifiques, – n'ont jusqu'à présent pas fait céder Ratsiraka. Celui-ci maintient coûte que coûte un pouvoir chancelant en s'appuyant sur certaines régions où les partis d'opposition sont moins puissants que dans les villes dans lesquelles une population nombreuse, exaspérée par la misère, est hostile au régime.

Depuis ce massacre, l'opposition s'est surtout empressée de lancer des appels au calme. Le général Rakotoharison a demandé aux manifestants de ne pas chercher vengeance *«afin de préserver l'unité nationale»*. L'opposition a appelé à une grève de Air-Madagascar et des banques, mais elle a surtout mis l'accent sur l'organisation d'une veillée funèbre et de «deux journées de deuil». Alors qu'elle contrôle la capitale et que le dictateur est réfugié dans son palais, l'opposition maintient sa politique timorée. Elle propose des cantiques contre la dictature, mais fait appliquer elle-même le couvre-feu dans la capitale par ses milices. Elle redoute visiblement la population pauvre de Madagascar et préfère multiplier ses appels à l'armée pour se débarrasser du dictateur.

Reste à remarquer qu'il aura fallu attendre cet épisode pour que le gouvernement français prenne ses distances vis-à-vis d'un régime de plus en plus usé. C'est récemment que le nouvel ambassadeur français a rencontré les représentants de l'opposition, une opposition dont pourtant les dirigeants de l'impérialisme français connaissent le respect de l'ordre social établi. Et si à quelques reprises l'Elysée avait recommandé au dictateur de composer avec l'opposition, le gouvernement français n'a néanmoins pas lâché le dictateur chancelant. Si le gouvernement voulait faire la démonstration à tous les régimes dictatoriaux amis qu'il leur reste fidèle dans l'adversité, c'est chose faite. Et si demain l'Elysée prend davantage de distance, ce sera sans doute par crainte que l'entêtement de Ratsiraka n'aboutisse à une radicalisation des mouvements de la population... ou parce qu'il n'aura d'autre choix que de s'incliner devant le fait accompli.

Jean SANVOL



(AFP)

Alger : l'armée reste toujours très présente.

Algérie

PETITE LIBÉRATION DE PRISONNIERS POLITIQUES ET GRANDES MANŒUVRES ÉLECTORALES

Le gouvernement algérien a annoncé la libération dimanche 18 août de 329 militants islamistes détenus dans les «centres de sûreté» créés par l'armée au moment de l'instauration de l'état de siège, le 4 juin dernier – des personnes détenues sans aucun chef d'inculpation, en tout arbitraire.

Il s'agit d'un geste limité, puisqu'une bonne partie des personnes arrêtées alors restent pour l'instant en prison, y compris les dirigeants du FIS (Front Islamique du Salut).

Le fait que ces dirigeants, en particulier les deux principaux, Abassi Madani et Ali Belhadj, ne soient pas libérés a bien entendu été souligné par toute la presse. Mais des autres détenus, des petits, de ceux dont le monde politique vraisemblablement se moque éperdument, et qui vont rester eux aussi en prison, on a moins parlé. Le ministère de la Justice algérien précisait, par un communiqué paru dans les journaux du 19 août, qu'à la suite des événements de juin, 1 667 personnes avaient été dûment inculpées, pour des motifs aussi bénins que l'attroupement ou l'incitation à attroupement non armé, la participation à des marches interdites, l'entrave à la circulation, l'utilisation de lieu de culte pour des activités politiques ou le refus d'obtempérer à un ordre de réquisition. Sur ces 1 667, 1 064 sont déjà passées en procès, dont 342 ont été condamnées à des peines de prison ferme. Ces détenus-là ne se trouvent pas concernés par la mesure du 18 août.

Le gouvernement ne libère donc que ceux des prisonniers dont la détention pouvait paraître comme la plus arbitraire, la plus injustifiable, liée uniquement aux mesures d'exception de l'état de siège.

Le gouvernement a surtout cherché par là à faire un geste politique destiné à donner l'impression d'un certain retour à la normale avant l'ouverture, prévue pour le 22 août, d'une rencontre entre le gouvernement, le FLN, et les divers partis d'opposition, en vue de chercher un accord sur la préparation des élections législatives, ces élections qui auraient dû initialement avoir lieu le 17 juin dernier.

Car après la crise ouverte du printemps dernier, le report des élections provoqué par les manifestations de rue du FIS, et deux mois et demi d'état de siège, voilà qu'on recommence, en quelque sorte comme un an plus tôt, à reprendre le ronron des manœuvres politiciennes auxquelles se prêtent toutes les formations politiques dites d'opposition qui espèrent obtenir des élections une participation au pouvoir.

Mais les dirigeants du FIS, qui ont fait appel à la pression de la rue pour empêcher la tenue d'élections dont la loi avait été truquée pour leur être défavorable, ne laisseront probablement pas négocier derrière leur dos entre les autres partis une nouvelle loi électorale qui serait destinée, comme la précédente, à réduire leur influence.

Nombreux sont ceux qui, en Algérie, ne voudraient pas voir arriver au pouvoir dans leur pays une dictature religieuse et rétrograde, prenant la place de celle du FLN, ébranlé par les émeutes d'octobre 1988. Mais ils auraient bien tort de se laisser endormir par les discours et petites manœuvres politiciennes avec lesquelles le parti au pouvoir et les divers partis bourgeois d'opposition, des «islamistes modérés» au Front des Forces Socialiste d'Aït Ahmed, vont recommencer à amuser la galerie.

Les démagogues d'extrême-droite du FIS profitent de la crise économique et sociale dans laquelle est plongée l'Algérie pour tromper les couches les plus pauvres. Pour faire pièce à l'influence des islamistes, il faudrait, face à eux et contre la politique suivie par le gouvernement actuel, dont les masses populaires payent la note, opposer une autre force, celle de la classe ouvrière, qui seule pourrait par ses luttes combattre réellement les injustices sociales, et donner d'autres perspectives à tous les déshérités d'Algérie, et en premier lieu à sa jeunesse.

O. B.

Des résidents du foyer de Jeunes Travailleurs d'Aubervilliers nous écrivent

NON À L'EXPULSION DE NOTRE AMI, RÉFUGIÉ DU LIBÉRIA

Début juillet, un résident du foyer, Mohammed Sheriff, se voyait retirer son titre de séjour, après que le statut de réfugié politique lui a été refusé. En échange, on lui remit une convocation pour le 16 août à la préfecture, pour "affaire le concernant"... Il était donc menacé d'expulsion, alors qu'il savait sa vie directement en danger au Liberia.

Il demanda à l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides) le réexamen de sa demande d'asile politique. A la même période, l'OFPRA lui envoyait des papiers officiels destinés à quelqu'un portant le même nom que lui. L'OFPRA n'accepta de réouvrir le dossier que lorsqu'il lui signala cette homonymie. Il était peut-être victime d'une erreur administrative. Cependant, il restait convoqué à la préfecture sans qu'il lui soit possible de savoir pourquoi.

Très inquiet, notre ami, aidé de plusieurs résidents, fit le tour des chambres pour faire signer une pétition de soutien : elle compte aujourd'hui plus d'une centaine de signatures. La réaction unanime était l'indignation et la solidarité. Tous connaissent bien ce résident, en France depuis 1989, jeune travailleur dans des entreprises d'Aubervilliers, et entraîneur bénévole des jeunes footballeurs du Club municipal.

Mardi 13 août, une réunion rassemblait au foyer une cinquantaine de personnes. Là l'émotion était grande face à la menace qui pesait sur Mohammed. On discuta de toutes les possibilités d'action, notamment de l'accompagner en groupe à la préfecture. On décida de faire une collecte pour l'aider financièrement, d'autant plus qu'avec le retrait de son titre de séjour il n'avait plus le droit ni de travailler ni de percevoir les ASSEDIC. Parallèlement, plusieurs démarches de soutien furent effectuées par Jack Ralite, maire d'Aubervilliers, par des responsables du PCF, de la CGT et d'autres associations.

Le jour J, Mohammed, acompagné d'un avocat, d'un élu et de plusieurs résidents, se présentait à la préfecture, tandis qu'un autre groupe l'attendait dehors. Finalement il lui a été remis un permis de séjour provisoire de 3 mois. Tout le monde est reparti soulagé, conscient que l'obstination et la solidarité avaient été utiles et devaient continuer. Car maintenant il faut qu'il obtienne son statut de réfugié politique pour rester ici.

LE TEMPS NE FAIT RIEN À L'AFFAIRE

Selon un bilan du ministère du Travail pour 1990, les chômeurs de 25 à 49 ans constituent aujourd'hui près de 60 % des demandeurs d'emploi, alors qu'en 1982 ils en représentaient moins de 40 %. Ce sont les jeunes et les vieux qui ont commencé à faire le plus les frais du chômage, et l'ensemble des travailleurs a continué.

Pour le gâchis capitaliste, il n'y a pas d'âge. C'est pourtant ça qu'on voudrait nous faire prendre pour le meilleur des systèmes économiques.

TRAVAIL NOIR AU GRAND JOUR

Comme chaque été, le travail au noir fleurit dans les régions de vacances. Les petits boulots de l'été sur les plages et dans les cuisines sont tout bénéfice pour les patrons, qui ne se gênent pas pour faire effectuer des semaines de 70 heures aux fourneaux ou pour faire passer les jeunes employés pour des membres de la famille venus en renfort.

Mais c'est toute l'année que les patrons peuvent violer la loi sans risquer grand-chose.

LES PATRONS VEULENT DU SANG NEUF

L'organisation patronale UIMM, Union des Industries Métallurgiques et Minières, se plaint qu'en pleine période de chômage elle ait du mal à recruter des jeunes.

Selon un sondage, sur un échantillon d'élèves de 3e et 2de, ceux-ci perçoivent ce secteur comme *"un monde de pollution, productiviste, avec le travail à la chaîne, et de surcroît dangereux"*. Et on pourrait ajouter : et avec ça mal payé.

A défaut de changer la vie dans les usines, l'UIMM depuis le mois dernier s'est lancée dans une campagne d'affiches.

Reste à prouver que ça suffira à convaincre les jeunes de venir se faire exploiter par les patrons de l'UIMM.

CRISE D'IDENTITÉ

Les sociétés Bull et Thomson ont perdu un marché de 1,5 milliard de francs en Argentine, où le gouvernement vient de résilier un contrat pour la fabrication de cartes d'identité avec fichier entièrement informatisé. Ce pourrait être sous la pression de concurrents américains.

Dans ce pays criblé de dettes où il n'y a pas longtemps encore avaient eu lieu des émeutes de la faim, ça se bouscule pour mettre les Argentins en carte.

Les candidats "maquereaux" ne sont autres que des "requins de la finance".

DRÔLEMENT CALOTTÉ

Au Moyen Age, l'Eglise appelait à libérer le tombeau du Christ à Jérusalem. Aujourd'hui, plus modeste, Jean-Paul II n'appelle qu'à rechristianiser l'Europe.

C'est ce qu'il a encore fait lors de son dernier marathon en papamobile, de Czestochowa en Pologne jusqu'en Hongrie, à l'occasion du 15 août.

En Hongrie, l'Eglise n'a pas attendu sa venue pour commencer à récupérer tous ses biens nationalisés après 1945. Et ce n'est pas rien. Par exemple à Kalocsa, dans le sud de la Hongrie, d'après **Le Monde**, pratiquement tous les immeubles de la rue principale devraient lui revenir. Dans l'immédiat, l'archevêché ne réclame que cinq immeubles, sans doute pour se garder du péché de gourmandise.

Pour Jean-Paul II, la foi n'est qu'amour : un amour qui ne vit pas que d'eau fraîche. **D.B.**

TÉLÉ LEUR BON PLAISIR

Le Parlement devrait débattre bientôt d'une hausse de la redevance télé qui la porterait de 566 F à 580 F pour 1992. Pour faire face à un déficit des chaînes publiques, on supprime des emplois à A2 et FR3, et en plus on fait payer plus cher aux téléspectateurs. Pendant ce temps-là, les chaînes qui ont été bradées au privé emportent le gros morceau des recettes publicitaires et engraissent leurs propriétaires. Ce feuilleton- là, on l'a déjà trop vu.

IMPÔT SUR LE REVENU PLUS LOURD POUR LES PAUVRES

En 1990, d'après les chiffres du ministère du Budget, un million de familles de plus ont payé l'impôt sur le revenu. Ces personnes n'avaient pas payé d'impôt en 1989 du fait de leurs faibles ressources.

Le gouvernement se vante de ne pas augmenter et même de faire baisser l'impôt : il faut croire que c'est aux plus riches qui, eux, ont droit à toutes sortes de cadeaux, qu'il pense.

LES BÊTES QUI NOUS DIRIGENT

Comme chaque année, ont eu lieu à Deauville les ventes aux enchères de yearlings, ces chevaux de naissance illustre et voués à gagner de grands prix hippiques. Cette année, les enchères étaient un peu faibles : seulement 466 277 F en moyenne, soit près de 100 000 F de moins que l'an dernier. Quant au record, il n'a été "que" de deux millions de francs pour une pouliche.

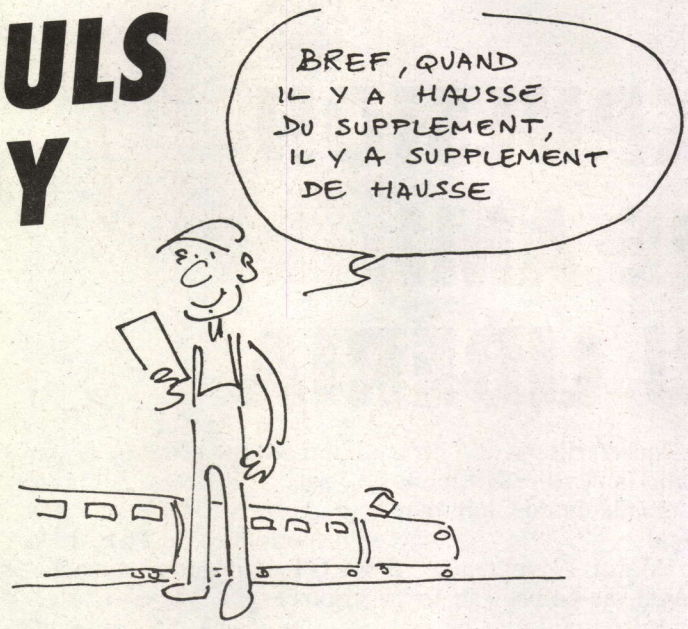
Ces bêtes, dans 90 % des cas, ne rapporteront pas ce qu'elles ont coûté et, pour certaines, ne fouleront jamais un champ de courses. Décidément, ces "yearlings" sont comme leurs maîtres : ils coûtent cher et ne servent à rien.

C'EST PAS TOUT BONUS

Quelques dispositions scandaleuses du système du bonus-malus, qui fixe le prix de l'assurance-auto, vont être supprimées. Aujourd'hui par exemple, se faire rembourser une glace brisée coûte souvent plus cher à l'assuré en gel de son bonus que de la payer de sa poche.

Les compagnies vont donc moins arnaquer le client à l'avenir ? Vous n'y pensez pas : certains assureurs parlent déjà d'augmenter les tarifs pour se rattraper !

LES SAVANTS CALCULS DE BÉRÉGOVOY



Cet été, le prix des autoroutes a augmenté de 4,3 % en moyenne, celui du gaz de 2 %, celui du métro de 5,8 % et celui du timbre-poste de 8,6 %.

Malgré ces nombreuses hausses, l'INSEE estime que l'ensemble des hausses des prix de l'été aura une incidence minime sur l'indice des prix d'août (+ 0,1 %) Bérégovoy se félicite d'une inflation inférieure à celle de l'Allemagne (3,3 % en France contre 3,5 % en Allemagne).

Bizarre, bizarre. L'hebdomadaire **Le Point** lève le voile sur certains aspects de ce tour de prestidigitation. Si par exemple les tarifs des grandes lignes SNCF ont officiellement augmenté de 3,7 % en avril, le prix du supplément ou de la réservation peut, lui, avoir fait un bond de 60 %. Mais fort heureusement, il ne fait pas partie des prix retenus pour calculer l'indice. Comme n'en fait pas partie non plus le forfait hospitalier qui est passé de 33 F à 50 F par jour au 1er juillet (+ 50 %). Un enquêteur de l'INSEE précise que, pour calculer l'indice des prix du mois d'août pour lequel il y a très peu de relevés des prix sur le terrain, on reporte tout simplement des prix de juillet.

Comme pour le chômage, le gouvernement se donne beaucoup de mal... pour maquiller les chiffres qui l'accusent.

T.A.

L'ECOLO DE SA MAJESTÉ

Brice Lalonde l'écolo à la marguerite, reconverti en ministre costume trois pièces de l'Environnement, lui qui s'était tardivement découvert une âme d'opposant (échéances électorales obligeant) et menaçait de démissionner du gouvernement si on ne prenait pas en compte comme des priorités les problèmes de son ministère, vient d'obtenir soudainement victoire sur victoire, à grands sons de trompe.

En effet c'est à son crédit que seraient portées plusieurs affaires dans lesquelles des écologistes ont bataillé localement : un sursis à exécution pour les travaux qu'envisageait l'armée dans le parc régional de Camargue, la limitation de la construction de barrages sur la Loire ou la protection des ours et du parc naturel des Pyrénées et tout récemment le classement des marais salants de Guérande comme site prioritaire d'importance nationale.

Il faut sans doute bien que Mitterrand qui cornaque et subventionne l'organisation de Lalonde "Génération écologie" lui donne quelque grain pour attirer les tourterelles écologistes dans les filets du parti au pouvoir, lors des prochaines élections cantonales et régionales.

B.V.

CACHEZ CES TOURISTES QUE JE NE SAURAIS VOIR

On s'attendait cet été à un afflux de jeunes touristes venus de l'Est pour connaître Paris, voir les monuments, visiter les musées, admirer les panoramas, bref prendre l'air de la Capitale.

Or, Paris ne possède qu'un seul terrain de camping, ridiculement petit, et systématiquement surchargé en temps normal. Il y a très peu d'auberges de jeunesse. Bref, rien ou presque pour accueillir des touristes peu argentés, incapables en tout cas de se payer les hôtels de luxe qui abondent dans la capitale.

Alors, jeunes et moins jeunes ont planté leur tente là où ils ont trouvé de la place, au Bois de Boulogne, au Champ de Mars, au Bois de Vincennes.

Que croyez-vous que fit Chirac, maire de Paris, devant l'insuffisance manifeste des moyens d'accueil bon marché dans la capitale ? Aménager des zones provisoires ? Pas du tout, il a envoyé la police municipale dire à tous ces "squatters de nature" qu'il fallait décamper, car cela nuisait à la beauté de Paris. Les policiers ont été bons enfants, ce n'est pas à coup de matraque qu'ils ont exécuté les ordres. Mais ils ont quand même obtempéré.

Bref, Chirac avait honte de ces touristes désargentés. Nous, on a plutôt honte de lui.

C.B.

DUPONT ET DUPOND

Dans le "polar" de l'été, lors de la traque des assassins de Chapour Bakhtiar ou plutôt de la longue marche sur les traces des assassins faudrait-il plutôt dire, les flics suisses - ceux qui arrivent 3 heures après les fuyards là où leurs collègues français mettent 12 heures - se sont plaints des fuites du côté français. En effet les présumés assassins -comme tout bon auditeur des radios ou télés françaises- peuvent suivre en direct l'avancée des recherches de leurs fins limiers.

Parlant de sabotage, le responsable des flics de Genève ajoutait : *"cela ne se produirait jamais chez nous..."*

Dupont français contre Dupond suisse...

Les flics n'ont pas le beau rôle : sinon amuser la galerie pendant que les diplomates occidentaux négocient discrètement avec l'Iran la libération des otages.

SNCF Triage de Villeneuve St Georges

UNE ENTOURLOUPE DÉJOUÉE

A la fin du mois de juillet, les chefs d'équipe des cheminots Visiteurs du triage ont tenté d'expliquer aux cheminots qu'une prime dite de saisie de 180 francs par mois, acquise il y a plus d'un an après un mouvement de huit jours, passerait à... 160 francs par mois et qu'on était, de ce fait, gagnant de trois francs !

Par quel miracle une baisse de vingt francs équivaudrait à trois francs d'augmentation ? Tout simplement par un changement d'appellation de la prime. Prime de saisie, elle deviendrait prime de salissure et ne serait plus considérée comme gain à déclarer aux impôts... ce qui expliquerait le gains de trois francs, selon le patron, bien-sûr.

Cette fastidieuse explication n'a convaincu personne et les cheminots qui ont senti l'entourloupe sont allés le dire au patron en délégation : **"Puisque vous voulez nous augmenter la prime, eh bien, mettez-la à 200 francs !"**

Et en attendant que le patron cède, les cheminots de la Visite ont refusé de taper les compositions des trains sur les claviers d'ordinateur, ce qui a eu pour effet que les trains de marchandises partaient avec des compositions fausses ou incomplètes, "à la voile", selon l'expression consacrée.

Le patron, après avoir concédé 190 francs, a fini par accorder ces 200 francs.

C'est aussi simple que cela.

Cette petite victoire, après celle de Marseille, a réjoui et mis du baume au coeur des cheminots Visiteurs du triage... et donné des idées aux autres. **Correspondant LO**

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- LES AVATARS DE L'HEGEMONIE AMERICAINE DEPUIS 1945 (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 avril 1991).
- LA MONTEE DES NATIONALISMES EN EUROPE CENTRALE ET BALKANIQUE (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 14 juin 1991).

Prix : 10 F.
Envoi contre 12 F en timbres par brochure.

voir

«CHIENNE DE VIE»

de (et avec) Mel Brooks

Cette «Chienne de vie», c'est celle des sans-abri, des clochards qui survivent tant bien que mal dans un quartier misérable de Los Angeles. Cette zone est convoitée par deux magnats de la finance, dont l'un fait le pari de vivre 30 jours sans un sou au milieu des clochards, en gagnant, s'il s'en sort, le droit de construire un super-complexe immobilier aux dépens de son concurrent. L'idée n'est pas nouvelle (au cinéma...) mais elle permet de dénoncer la misère des laissés-pour-compte de cette société en crise.

Le film fait de nombreuses analogies avec la crise des années Trente, à travers des scènes qui sont des sortes de pastiches de scènes de films connus de cette époque ou sur elle. Mel Brooks, réalisateur et principal interprète, a choisi de traiter le sujet par l'humour, un humour forcément noir. Et si l'on rit souvent de bon cœur, c'est en même temps avec émotion que l'on suit les malheurs de Molly, jeune femme que les malheurs de la vie ont fait s'échouer là, de Sailor le marin privé de mer ou de Fumes son copain noir. Quant au riche devenu clodo, il se tire assez bien de cette épreuve, lui qui a l'habitude de se battre dans la jungle des possédants, où les coups sont encore plus bas que dans les bas-fonds où il se retrouve. Il finira même par mener une révolte des clochards pour le maintien de leur territoire... tout en retrouvant par la même occasion sa fortune, fortune qu'il utilisera aussi, bien sûr, pour soulager un peu la misère de ses compagnons d'un mois. Car, à travers sa mésaventure, il a découvert l'amour et la générosité.

Si *Chienne de vie* commence comme un réquisitoire contre l'injustice de cette société, il finit plutôt en philosophie de dame patronesse. Dans une interview au journal *L'Humanité,* Mel Brooks explique : *«Maintenant, j'en viens à penser que, ce qu'il faudrait aux Etats-Unis, c'est un président très riche, de préférence démocrate, mais tellement riche qu'il serait à l'abri de toutes les influences et de toutes les corruptions !»*

Ah, si les riches étaient moins égoïstes et s'ils voulaient bien donner un peu de leur fortune aux pauvres, le monde serait tellement meilleur ! Telle est la morale (niaise) qui ressort d'un film par ailleurs abondant en gags souvent percutants.

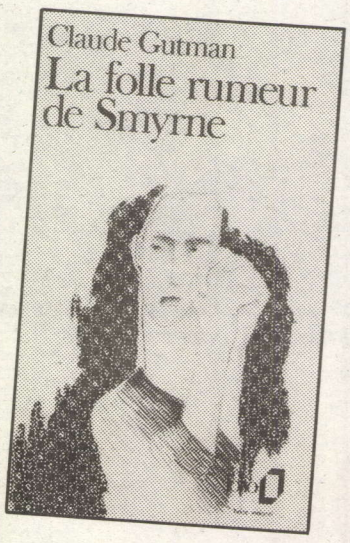
Pierre CHAMBEY

lire

Sorti en collection de poche

«LA FOLLE RUMEUR DE SMYRNE»

de Claude Gutman



Le roman se situe au XVII[e] siècle. Josué est un enfant juif qui, après avoir erré dans les ruines d'un village de Galicie dévasté en 1648 par les Cosaques - ses parents font partie des victimes du massacre - puis avoir survécu à une autre errance sur les routes de Pologne, se retrouve parmi un millier de miséreux, orphelins ou enfants trouvés, parqués comme lui dans un hospice d'Amsterdam.

Intelligent, il y est remarqué par la femme du pasteur, qui le prend sous sa protection. Acharné à vivre, il nie parler le yiddish et déploie des trésors de capacité d'adaptation. Si bien qu'il devient le fils adoptif d'un couple de notables protestants, et que commence pour lui une nouvelle vie. M. Vercruys est un médecin éclairé, bon et tolérant, qui lui donne une éducation humaniste et scientifique, et Josué deviendra médecin lui aussi. Il connaîtra bien des drames et des mésaventures, qui le conduiront jusqu'à Smyrne où il vivra un grand amour.

La chronique de cette vie, c'est du même coup celle d'une époque cruelle où la cause de la religion - de toutes les religions auxquelles il a affaire, chrétienne, juive, musulmane - sert à exalter fanatisme, intolérance et cruauté. Josué traverse cette époque en se débattant dans ses contradictions personnelles, tourmenté d'avoir renié ses origines, «les siens», en devenant officiellement chrétien, mais demeurant au fond de lui, de toute façon et jusqu'au bout, un athée convaincu.

Le roman est construit sur une suite de retours en arrière, le héros étant censé se remémorer son passé alors qu'il a atteint le soir de sa vie, devenu médecin appointé par la ville d'Amsterdam ; et le procédé n'en rend pas la lecture toujours facile. Mais il est intéressant et chaleureux.

Christiane LE GUERN

La folle rumeur de Smyrne *de Claude Gutman. Coll. Folio.*

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Les populations civiles victimes des armées impérialistes ou irakiennes. (AFP)

POUR LA SURVIE DU PEUPLE IRAKIEN OU POUR LA SURVIE DE LA DICTATURE QUI L'OPPRIME ?

Ah, qu'elles sont humanitaires, les résolutions de l'ONU ! Le Conseil de Sécurité a adopté le 15 août trois textes concernant l'Irak. Par cet intermédiaire, les grandes puissances victorieuses de la Guerre du Golfe, d'une part, permettent à l'Irak de lever partiellement l'embargo en vigueur depuis août 1990 et autorisent la vente de pétrole pour 1,6 milliard de dollars sur six mois, mais lui imposent d'autre part d'en payer 30 % en dommages de guerre. Va pour la fortune de ces pauvres émirs du Koweït ! La résolution du Conseil de Sécurité soumet par ailleurs cette autorisation à la condition que le paiement soit versé à un compte-séquestre et qu'il serve à l'achat de médicaments et de produits alimentaires. S'ajoute à cela un texte qui condamne le refus de l'Irak de coopérer au démantèlement de ses moyens d'armement de destruction massive et somme ce pays de se soumettre au contrôle.

L'infléchissement de l'embargo sur le pétrole fait suite à la situation catastrophique dans laquelle se trouve la population irakienne après les destructions massives dues à l'intervention militaire des Occidentaux, et à l'impossibilité faite à l'Irak de vendre ce qui jusque-là faisait l'essentiel de la richesse du pays : le pétrole. Le misère dans laquelle se trouve la population depuis la fin de la guerre a fait de nombreuses victimes. Dans la presse, le chiffre de 200 000 victimes a été avancé.

Saddam Hussein, et avec lui son régime, a survécu au choc. Les puissances occidentales, qui l'avaient soutenu et consolidé tant qu'elles avaient pu s'en servir contre l'Iran de Khoméiny, n'ont pas essayé de lui porter le coup de grâce après sa défaite militaire. Elles se sont d'autant plus facilement accommodées de la survie de son régime qu'elles ont craint que d'autres forces politiques, Kurdes au nord ou Chiites pro-iraniens du sud, bénéficiant ou pas d'un réel appui populaire, ne soient un facteur de déstabilisation plus grand dans la région ; et d'autant plus aussi qu'elles pouvaient laisser à Saddam Hussein le soin de faire le sale boulot de les réprimer.

Au lendemain du vote des dernières résolutions de l'ONU, le pouvoir irakien annonçait que la solde des militaires serait augmentée. Saddam Hussein va donc utiliser à sa façon les rentrées d'argent supplémentaires que pourra lui amener la levée partielle et conditionnelle de l'embargo. Les résolutions de l'ONU aideront probablement à survivre moins le malheureux peuple irakien que le dictateur qui l'opprime et qui l'a précipité dans cette sanglante aventure guerrière. Mais c'est précisément ce que veulent les puissances impérialistes qui tirent les ficelles du Conseil de Sécurité de l'ONU. Et leur «humanitarisme» ne va sans doute pas au-delà de la crainte qu'elles peuvent avoir de voir la population irakienne se révolter sans qu'aucun pouvoir ne soit en mesure de la réprimer victorieusement.

C'est à cette aune qu'elles ont dû mesurer jusqu'où elles pouvaient lever l'embargo, ce qui a abouti au chiffre de 1,6 milliard et aux conditions qu'elles ont imposées. Car le principal, pour elles, c'est que l'ordre règne. Pas n'importe quel ordre, mais celui qui leur permet de piller les richesses de la région, fût-ce au prix du massacre des peuples et du soutien aux pires dictatures.

Louis GUILBERT

USA
LE DROIT À L'AVORTEMENT ATTAQUÉ

C'est dans le Texas, à Wichita, une grosse bourgade de 300 000 habitants, que les adversaires de l'avortement sont passés à l'offensive. Ils ne sont que quelques centaines, venus des quatre coins du pays, mais chaque jour ils manifestent en se couchant par terre, dans la rue, devant les voitures des patientes ou celles des médecins et tentent ainsi de bloquer l'accès des cliniques qui effectuent des interruptions de grossesse, notamment devant un centre qui pratique quelque 2 000 avortements chaque année.

Chaque jour aussi, la police les embarque puis les relâche. Ils sont ainsi 2 000 à avoir été arrêtés quelque temps depuis la mi-juillet. Peu nombreux, ils n'en sont que plus agressifs. Mais malgré les insultes, voire les coups, ils ne parviennent pas réellement à bloquer le fonctionnement des centres médicaux, ni à intimider les patientes qui franchissent les cordons de manifestants qui les conspuent, grâce à la protection du personnel médical, ni les médecins qui – pour montrer qu'ils sont prêts – se sont munis de gilets pare-balle.

Ils ont cependant réussi à se montrer dans les médias et ont les honneurs des chaînes des télés nationales chaque soir. Cela avec une technique de la mise en scène destinée à frapper l'opinion : ce sont tour à tour le curé de noir vêtu, la mère vertueuse, le retraité ou des enfants qui se font embarquer, la Bible entre les dents !

En fait, ce qui mobilise surtout ce petit monde de réactionnaires et de bigots, c'est l'approche des élections présidentielles. La campagne de 1992 s'ouvre officiellement d'ici quelques semaines.

A cette occasion, les adversaires de l'avortement veulent faire abroger la loi autorisant l'avortement dans le reste des USA, comme ils y sont déjà parvenus, à des degrés divers, en Louisiane, en Pennsylvanie ou dans l'Utah.

Et par conservatisme naturel, les Républicains seraient portés à condamner l'avortement. Bush lui-même est personnellement contre. Mais la surenchère de cette extrême-droite gêne quelque peu même les plus conservateurs des politiciens. Car les jeunes femmes du Parti Républicain, un électorat pas négligeable, ont elles aussi un avis dans l'affaire. Et ce n'est en l'occurrence pas le même que celui des politiciens et des bigots.

C'est bien ce qui rend les conservateurs prudents. Bush a, bien entendu, défendu le droit de manifester pour les partisans anti-avortement ; mais la justice continue de sévir (sans violence) contre ceux-ci, lorsqu'ils font obstruction à l'application de la loi.

Les hésitations, la division du camp républicain sur cette affaire montrent que finalement la période électorale qui s'ouvre n'est peut-être pas si défavorable que cela pour les femmes des USA, surtout si elles en profitaient à leur tour pour descendre dans la rue, rappeler aux politiciens et réactionnaires de toutes catégories que le droit à l'avortement est un droit élémentaire des femmes et que c'est à elles seules d'en décider.

Cécile BERNIER

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995